



LA DÉCADE

LA LETTRE DU CERCLE JEAN-BAPTISTE SAY

« Les lumières et la morale sont aussi nécessaires au maintien de la République que le fut le courage pour la conquérir. »

février 2019

POURQUOI « LA DÉCADE » ?

« La Décade philosophique, littéraire et politique » cofondée par Jean-Baptiste Say en avril 1794 était publiée chaque décadi, dernier jour des trois décades qui rythmaient les mois du calendrier républicain. Selon l'affiche publicitaire qui soutint son lancement, son ambition était « d'instruire et amuser » !

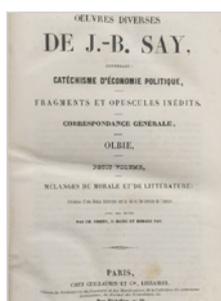
« La Décade », publiée sur internet 10 fois par an, autour du 10 du mois, sera l'outil de communication du Cercle Jean-Baptiste Say (www.cerclejeanbaptistesay.com), parlera d'économie, tâchera d'instruire et tentera d'amuser... Tentez votre chance ! L'abonnement est gratuit et la diffusion repose sur la promotion des lecteurs. Hommage donc à la sagesse d'un révolutionnaire qui a si bien compris l'importance de la prospérité dans le développement et le maintien de la démocratie. Et si bien expliqué les conditions nécessaires à cette prospérité : la liberté, la propriété, l'échange, le travail. Sans entrepreneurs, point de prospérité et sans prospérité, point de solidarité !

Avec Jean-Baptiste Say comme guide et pédagogue, rappeler les principes fondamentaux de l'économie et expliquer simplement les mécanismes de création de richesse pour qu'ils puissent se remettre en marche dans notre pays, voilà l'ambition de la Décade.

Il nous l'avait bien dit

février 2019

« Le gouvernement nous prend la valeur fièrement... »



Samuel-Pierre Dupont de Nemours (1739-1817), issu comme Say d'une famille de huguenots, fut philosophe, journaliste, et un des premiers économistes français de l'école des physiocrates qui soutint avec vigueur la liberté de commerce. Inquiété en 1797, il partit aux États-Unis avec ses fils, dont Éleuthère-Irénée fondateur de la Compagnie DuPont de Nemours. Son oisiveté aux États-Unis lui donna l'occasion d'une correspondance avec Jean-Baptiste Say qui lui répondit en diverses occasions. Dans ces réponses nous avons trouvé quelques idées d'actualité :

« L'intérêt des gouvernants et celui des gouvernés, quand il est bien entendu des uns et des autres est le même. Or les intérêts des hommes se résolvent en ce mot, leurs biens, leurs richesses. Les gouvernants qui en général aiment assez à lever beaucoup d'argent sur les peuples, ne le peuvent qu'autant que les peuples ont beaucoup de richesses. Le développement des richesses est donc un spectacle qui les réjouit. L'intelligence des princes peut s'élever au point de concevoir que ceux d'entre eux qui se refusent à favoriser les travaux utiles, joueront un rôle inférieur devant les gouvernements qui seront plus habiles. On peut donc se flatter que l'économie, loin d'être contrariée, trouvera de l'appui dans les dépositaires du pouvoir... »

Mais si l'on peut consommer la valeur produite, le gouvernement peut prendre une portion de cette valeur pour la faire consommer par ses agents ; et malheureusement il en prend beaucoup trop. Il ne nous la prend pas par surprise ; il la prend fièrement ; il renouvelle cette déprédation chaque année, et nous nous soumettons chaque année, non parce que nous sommes surpris, mais parce que nous choisissons mal nos représentants. »

Correspondance avec Samuel-Pierre Dupont de Nemours - 1814

Analyse économique

février 2019

Qu'est ce qu'une récession ?

Récession fait partie de ces mots dont la charge symbolique dépasse de très loin la réalité qu'ils désignent. Dans l'esprit des gens, il est synonyme de dépression et les images de la crise des années Trente ou de la crise de 2008-2009 sont aussitôt convoquées. Longues files de demandeurs d'emploi, faillites, misère viennent aussitôt à l'esprit. En réalité derrière ce mot se cache un phénomène classique des cycles économiques. Mais un phénomène qui n'a pas de définition canonique...

L'INSEE définit une récession comme la succession d'au moins deux trimestres de croissance négative. Cette définition, qui a le mérite d'être simple, est sans doute insuffisante. Nous y préférons celle du National Bureau of Economic Research, l'organisme notamment en charge de la datation des cycles économiques qui définit une récession comme :

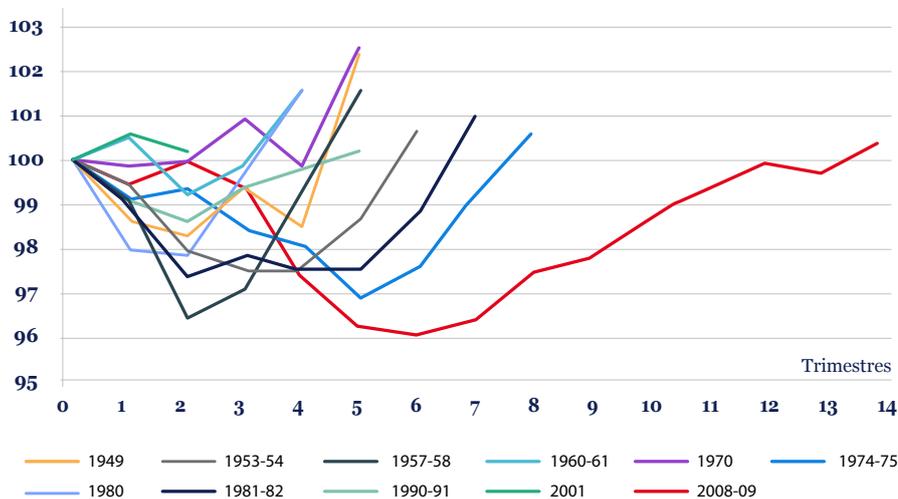
« Une baisse significative répandue dans l'ensemble de l'économie qui dure plus que quelques mois et qui affecte à la fois le PIB, les revenus, la production industrielle, l'emploi, et le commerce de gros et de détail. »

Si cette définition rend l'identification des récessions plus complexe, elle a le mérite de mieux correspondre à la réalité d'une récession. En effet, le PIB d'un pays peut se contracter pour de multiples raisons sans pour autant représenter nécessairement un affaiblissement réel de l'activité économique. C'est notamment le cas des récessions techniques qui peuvent intervenir pour de multiples raisons d'ordre industriel ou autre. Par exemple, il faudra attendre les chiffres de croissance du quatrième trimestre qui seront bientôt publiés mais il n'est pas impossible que l'Allemagne ait connu une récession technique sur la deuxième partie de l'année du fait de problèmes industriels liés notamment à l'impact du changement de normes environnementales dans l'automobile ou à la faiblesse du niveau du Rhin. Mais pendant ce temps, il n'y a pas eu de destructions d'emplois et les données de commerce sont restées relativement bien orientées.

Les vraies récessions correspondent généralement à un affaiblissement de la demande finale. Aux États-Unis, celui-ci est souvent provoqué par un ralentissement du secteur résidentiel consécutif à un resserrement monétaire. Sauf choc exogène majeur comme suite au choc pétrolier de 1973, les récessions sont souvent provoquées par un resserrement des conditions financières qui fait suite à une politique monétaire restrictive. Ce resserrement va souvent peser sur des entreprises dont la situation financière s'est dégradée par excès d'investissement. Une analyse séquentielle de ce qui se produit durant une récession montre en effet d'abord un ralentissement de la demande des ménages dans ses composantes cycliques, construction résidentielle ou achats de biens durables, puis un ajustement du comportement des entreprises qui va souvent constituer le cœur de la récession. Celles-ci vont couper dans leurs investissements et réduire leurs stocks face à ce ralentissement de leur demande. En moyenne 80% de la baisse d'activité s'explique par la réduction du stockage par les entreprises. Les récessions sont bien une étape inévitable de la vie du cycle économique.

La crise de 2008-2009 constitue en fait une récession tout à fait exceptionnelle par son ampleur et par le temps nécessaire à retrouver le niveau d'activité qui prévalait auparavant. En moyenne les récessions durent un peu moins d'un an et le PIB dépasse le point haut précédent moins de deux ans après le début de la récession. Le graphique ci-dessous illustre le côté exceptionnel de la récession de 2008-2009.

États-Unis : évolution du PIB lors des récessions depuis la seconde guerre mondiale, base 100 au début de la récession



Sources : Bloomberg

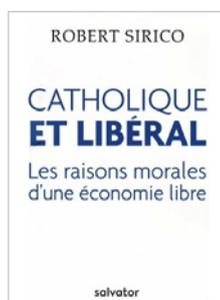
Les récessions interviennent au terme d'une période de croissance qui a mené l'économie au-dessus de son potentiel d'activité. Ceci a pour conséquence de causer une surchauffe dans l'économie qui va déclencher des pressions inflationnistes. Depuis plusieurs décennies, l'anticipation de ce risque par les banques centrales les a amenées à remonter leurs taux, au risque de provoquer ce retournement cyclique avant l'apparition des pressions inflationnistes, quitte à provoquer des ralentissements ou de légères récessions. Mais une absence de politique contra-cyclique des banques centrales pourrait créer des excès dans le système financier à même de causer une récession plus forte au moment où les conditions financières se durcissent. Les deux dernières récessions en sont un exemple, surtout celle de 2008-2009. Malgré des décennies de raffinement des politiques cycliques, les économies développées n'ont pas aboli le cycle économique.

Reçu 10/10

février 2019

« Une vérité appartient non pas au premier qui la dit, mais au premier qui la prouve. »
(Traité 1^{re} ed.)

Robert SIRICO, Catholique et libéral - Éditions Salvator 2018



Voici un ouvrage écrit en 2012, traduit et publié en France l'an dernier qui aurait mérité un retentissement plus grand, mais notre débat national ne laisse guère de place aux idées et encore moins à celles qui pourraient déranger notre organisation sociale pleine de paradoxes. Américain, fils d'immigrés italiens Robert Sirico est prêtre et à ce titre interroge de façon assez inhabituelle chez les catholiques les raisons de la prospérité, ses ressorts, sa finalité et ce qui la menace.

L'économie libre est pour lui « un rêve digne de l'imagination spirituelle ». Un catholique ne peut pas ignorer l'obligation morale d'assister les pauvres et les faibles, sans négliger les paroles du Christ. Mais quelle est la meilleure manière d'y parvenir ? Réaffirmant l'extraordinaire apport de la croissance économique (innovation technologique et accumulation de capitaux) à l'élévation de la condition de l'homme échappant à la simple quête de subsistances pour assurer sa survie, Sirico nous met en garde sur la dégradation des institutions et des moyens qui permettent de nourrir 7 milliards d'individus qui vivent de plus en plus longtemps. Il constate le déclin de l'accumulation du capital par l'épargne au profit d'une consommation forcenée qui fait croire aux individus « qu'avoir plus permet d'être davantage ». Cette idolâtrie de l'argent prête facilement à sa contestation alors que son rôle est primordial dans l'échange et dans la formation de la richesse collective. Et celle-ci est menacée par l'insuffisance d'épargne et l'accumulation des dettes qui viennent financer une consommation excessive payée par les générations futures. C'est une volonté de partage égalitaire qui nourrit ce manque d'épargne et de travail dans nos sociétés où il n'est pas reproché à quiconque de vivre aux dépens d'autrui.

La poursuite de la prospérité ne peut se faire que dans un système de liberté, de respect de la propriété, de règles universelles et justes et de libre formation des prix : l'approche dirigiste (socialiste ou fasciste) use de symboles et de rhétoriques apparemment plus chrétiens en exprimant sa préoccupation envers toutes les personnes qui composent la société. Pourtant c'est le capitalisme, qui se concentre sur le bien-être individuel qui finit par favoriser le bien commun. Les bonnes intentions du collectivisme ne suffisent pas à ce que le système soit moralement bon, comme en témoignent la prédation, la corruption et la misère qui règnent dans les pays où les principes libéraux du capitalisme (le marché, la propriété, la liberté et la responsabilité) ne sont pas respectés. L'idéologie collectiviste, incapable de s'associer à la prospérité, est plus dangereuse que l'inégalité matérielle en tant que telle.

Mais il est aussi indispensable de mettre un prix à ce qui a de la valeur, notamment pour s'assurer de la protection de l'environnement : le manque de connaissance et de gestion des biens collectifs naturels nuit à nos exigences de développement durable et menace à long terme la prospérité elle-même, car à ne pas donner de valeur aux ressources « gratuites » dont nous jouissons, nous les épuiserons.

Sirico réconcilie ainsi un capitalisme responsable, permettant à l'homme de dépasser sa condition initiale, et les devoirs du chrétien. L'anticapitalisme n'a effectivement jamais profité aux pauvres...

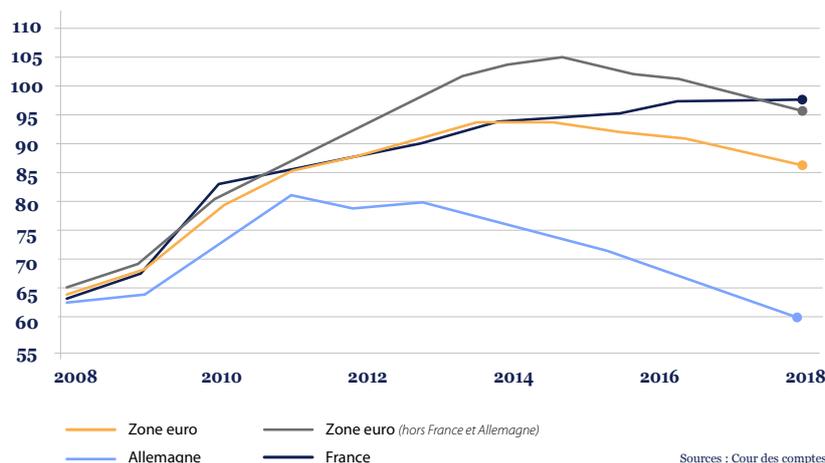
Collé 0/10

février 2019

« L'économie : il y a peu de sujet sur lequel on se soit plus donné carrière pour déraisonner »
(traité 1^{re} ed.)

La France et ses déficits publics, encore et encore...

La dette publique
(en % du PIB)



À quoi sert donc la Cour des Comptes ? Année après année elle pointe la dérive continue des déficits et les gaspillages les plus manifestes de l'argent des Français. Comme un gendarme qui ne fait pas peur, sans effet.

D'un point de vue macro-économique, le déficit de 2018 sera du même ordre qu'en 2017, à savoir 2,7% du PIB. Il faut rappeler que ce pourcentage est trompeur. Le déficit se réduit avec moins de dépenses et/ou plus de recettes : il faut donc mesurer l'écart entre les deux pour avoir une juste appréciation de nos besoins de financement plutôt que de le rapporter à la production nationale.

Les recettes de l'État sont en 2018 de 287 milliards et ses dépenses de 373 milliards. L'excès de dépense est donc de 86 milliards, soit 30% des recettes. L'État dépense donc 30% de plus que ce qu'il prélève. Quel agent économique, ménage ou entreprise, pourrait en faire autant ? Ce montant prouve que les représentants des Français (les citoyens comme le système productif) ne consentent pas à une hausse de 30% des impôts qu'exigerait un équilibre comptable strict ; occasion de rappeler que le rétablissement de l'ISF, rapportant environ 3,5 Mds d'euros, ne changerait rien à la donne. Inversement c'est aussi la démonstration que ces mêmes représentants ne peuvent assumer une baisse de 25% de dépenses.

Du coup, sans amélioration aucune des recettes, ni de réduction des dépenses, la dette continue d'augmenter. Alors que pour l'ensemble de la zone euro (y compris la France), la dette a culminé

en 2015 à 95% du PIB pour décroître ensuite à 86%, celle de la France continue de progresser pour flirter avec les 100% du PIB ; on évoquera à peine l'Allemagne pour ne pas nourrir les sentiments germanophobes systématiques dès que l'on souligne que sa dette est passée sous les 60% du PIB et que son budget est excédentaire...

Pour 2019, la Cour des Comptes témoigne d'une certaine inquiétude : le déficit représenterait 3,2% du PIB, notamment en raison des dépenses nouvelles concédées à la colère des gilets jaunes (qui n'en profiteront sûrement pas tous !), sur la base de prévisions de recettes optimistes au regard d'un scénario de croissance moins dynamique qu'en 2018.

Le passif laissé aux générations futures, par notre insuffisance de travail (disons de création de richesses) et pour satisfaire notre surconsommation va donc se poursuivre (voir le 10/10). La Cour des Comptes nous apprend ainsi que les salariés du Mobilier National travaillent 120 jours par an (combien d'heures par jour ?) et peuvent utiliser les ateliers pour des travaux personnels... Parmi les 6000 salariés de Radio France, les journalistes travaillent eux 192 jours par an, sans contrôle du temps de travail, mais avec paiement d'heures supplémentaires. On n'a pas trop parlé du rapport de la Cour des Comptes sur les ondes du « service public » ...

Parole d'entrepreneur

février 2019

Laurent Poyen, Président du Groupe TCS (The Caribbean Supplier)



Diplômé d'une école de commerce parisienne, Laurent commence sa carrière comme commercial dans la distribution sélective B2B de produits informatiques en France. Il part ensuite s'installer aux Antilles. Après plusieurs expériences locales il rachète la société d'avitaillement de navires de croisière, d'export vers les îles et de duty-free, dans laquelle il travaille à l'époque. Il développe inlassablement ses activités par diversification et par acquisition pour arriver à un groupe qui pèse aujourd'hui plus de 40 M de CA et qui compte une cinquantaine de collaborateurs. Son groupe comprend, au-delà des activités historiques,

des boutiques de détail duty-free, de la distribution de produits alimentaires, de l'import de produits frais, et un restaurant cave à vin et épicerie fine.

Entrepreneur insatiable Laurent a aussi investi dans différentes activités et sociétés dans les îles françaises et anglaises des Antilles, et a monté un fonds d'investissement à Paris.

1) Pourquoi être devenu entrepreneur ?

C'est d'abord un choix de vie. C'est pouvoir faire ce que j'ai envie de faire, de pouvoir entreprendre, même si parfois quand on entreprend on prend des risques et on trébuche. C'est pouvoir créer tout en m'amusant, car j'ai besoin de ne pas m'ennuyer et d'aimer ce que je fais. Et puis aussi de savoir rassembler des talents, d'aller les chercher et de pouvoir grandir ensemble. Enfin c'est pouvoir me dire que si ça ne marche pas, je ne peux m'en prendre qu'à moi.

C'est aussi un choix financier parce que si je veux plus, je travaille plus. Aussi parce que je peux construire un patrimoine, me donner les moyens d'avoir une vie agréable, bien que ça ne soit pas la motivation la plus importante en ce qui me concerne.

2) Le chef d'entreprise est-il le seul à entreprendre ?

Oui et non. Pour moi entreprendre est avant tout un état d'esprit. On l'a ou on ne l'a pas. On a envie de cette prise de risque, de cette adrénaline, ou pas.

Chacun peut le faire à son niveau. Chaque collaborateur peut avoir l'esprit d'entreprendre et essayer de créer de la valeur.

Le chef d'entreprise est toutefois dans une position particulière. Celle d'un capitaine qui choisit la direction, en s'appuyant sur son équipage.

In fine il y a un chef d'entreprise, un capitaine. C'est lui qui décide seul de la direction, même s'il prend les avis des autres.

Il doit voir, sentir les opportunités et les saisir. Et ça c'est très personnel. Je pourrais voir des opportunités qu'un autre ne verra pas. Ça demande une vision un peu décalée par rapport à la norme. Identifier les leviers, creuser, être curieux et en veille, c'est un état d'esprit.

3) Pour vous, qu'est-ce que la création de valeur ?

C'est la capacité d'un entrepreneur à rassembler des talents et leur permettre de produire plus de valeur ensemble. C'est un phénomène humain avant d'être financier. Le financier n'est que la conséquence de ce phénomène. L'entreprise c'est avant tout de l'humain.

La création de valeur c'est aussi la définition d'une stratégie qui va s'appuyer sur ces talents. L'entrepreneur devra l'évaluer régulièrement, et pas simplement sur ses résultats financiers, et avoir le courage de la remettre en cause au besoin en fonction des évolutions nombreuses de l'environnement de l'entreprise. L'une des premières qualités du chef d'entreprise étant de savoir reconnaître qu'il s'est trompé et éviter de refaire les mêmes erreurs.

4) Quelles sont les trois ou quatre mesures à prendre pour améliorer le développement des entreprises françaises ?

A/ Simplifier les règles du jeu et cesser de les modifier tout le temps en cours de partie. Faire en sorte que créer des boîtes, voire de les fermer quand c'est nécessaire, soit plus simple. Que les processus administratifs soient plus légers, et surtout que les règles ne changent pas en plein jeu. Notamment dans le domaine fiscal. C'est très déstabilisant et trop compliqué. Ça décourage les gens d'entreprendre.

B/ Accompagner l'ouverture à l'international pour que les chefs d'entreprise puissent découvrir, prendre des idées, apprendre, car on est aujourd'hui dans un monde ouvert où le commerce est globalisé et où tout va très vite. Il est indispensable d'aller voir ailleurs pour comprendre comment le monde fonctionne aujourd'hui. Il faut sortir de notre petit village gaulois.

C/ Réhabiliter la prise de risque et sa contrepartie financière. L'entrepreneur prend des risques tous les jours sur son patrimoine, avec sa vie personnelle, et parfois sa santé. Dans la culture anglo-saxonne, l'entrepreneur est adulé et envié. En France il est soupçonné de toutes sortes de travers. Cette réhabilitation serait un grand bond en avant. Cela donnerait plus envie aux gens d'entreprendre. Mais pour cela il faudrait ne plus être la cible systématique de toutes les critiques. Sans porter l'entrepreneur au pinacle comme c'est le cas aux États-Unis par exemple, il faut lui redonner la place qu'il mérite dans notre société, valoriser son rôle unique dans la création de valeur pour tous. Je suis convaincu qu'en simplifiant les règles et en réhabilitant l'image de l'entrepreneur, beaucoup franchiraient le pas et contribueraient au développement de notre pays.